



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Arrêté n° PCICP2025157-0001**

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires pour les installations  
de la société AL-BABTAIN nom d'usage PETITJEAN sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRE-  
LES-VERGERS**

**Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024, notamment l'article 57 modifiant l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°BEC2018039-0001 du 08 février 2018 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à Monsieur Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le porter-à-connaissance 2107NPO06 du 13 juillet 2021 de la société AL-BABTAIN nom d'usage PETITJEAN portant sur la modernisation de l'outil de production de l'atelier de fabrication de grands mâts et de thermolaquage ;

**VU** le porter-à-connaissance du 13 novembre 2024 de la société AL-BABTAIN nom d'usage PETITJEAN portant sur la modernisation de l'outil de production de l'atelier de fabrication de grands mâts et de thermolaquage ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 16 octobre 2024 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 7 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 16 janvier 2025 à la connaissance du demandeur ;

**VU** le courrier 1118NPO02 du 14 novembre 2018 et les compléments reçus par courriel le 04 mars 2020 portant sur la cessation de l'activité de peinture liquide relatif à la rubrique 2940-2b ;

**VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 11 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a évacué et traité les déchets liés à l'activité de peinture liquide visée par la rubrique 2940-2b ;

**CONSIDÉRANT** que les projets consistent en un changement d'outils de production n'engendrant pas de nouveaux enjeux ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de l'émériseuse implique le classement à déclaration pour une nouvelle rubrique ICPE (2575) pour le site ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications n'augmentent pas notablement les risques et nuisances de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que l'entretien et la maintenance des équipements de filtration des rejets atmosphériques nécessite d'être encadrés ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de l'évolution de la réglementation, la constitution de garanties financières n'est plus applicable au site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## ARRÊTE

## Sommaire

<b>TITRE 1 OBJET.....</b>	<b>3</b>
<b>TITRE 2 NOMENCLATURE.....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE 2.1 RUBRIQUES DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>TITRE 3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....</b>	<b>6</b>
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	6
Article 3.1.2. Émissions diffuses et envols de poussières.....	6
Article 3.1.3. Pollutions accidentelles.....	7
Article 3.1.4. Odeurs.....	7
Article 3.1.5. Voies de circulation.....	7
Article 3.1.6. Maintenance des dispositifs de traitement.....	7

<b>CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....</b>	<b>7</b>
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	7
Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées.....	8
Article 3.2.3. Conditions générales de rejet.....	9
Article 3.2.4. Valeurs limites dans les rejets à l'atmosphère.....	10
<b>CHAPITRE 3.3 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES.....</b>	<b>12</b>
<b>TITRE 4 PRESCRIPTION COMPLÉMENTAIRE.....</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 4.1 GARANTIES FINANCIÈRES.....	13
CHAPITRE 4.2 MISE EN DEMEURE.....	13
<b>TITRE 5 NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION.....</b>	<b>14</b>
CHAPITRE 5.1 NOTIFICATION ET PUBLICATION.....	14
CHAPITRE 5.2 EXÉCUTION.....	14

---

## TITRE 1 OBJET

---

La société AL-BABTAIN nom d'usage PETITJEAN inscrite au registre du commerce et répertoriée selon son n° SIRET 53998546500019 dont le siège social est situé 52 AV MARECHAL LECLERC à SAINT-ANDRE-LÈS-VERGERS (10120), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses activités selon les modalités ci-dessous qui viennent compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BEC2018039-0001 du 08/02/2018 susvisé.

---

## TITRE 2 NOMENCLATURE

---

### CHAPITRE 2.1 Rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BEC2018039-0001 du 8 février 2018 est modifié comme suit :

Les installations visées par le présent arrêté et qui relèvent de la nomenclature des installations classées sont reprises dans le tableau suivant :

nature des activités	rubrique	régime	volume de l'activité
Transformation des métaux ferreux par application de couches de protection de métal en fusion,	3230.c	A	Galvanisation de métaux : la capacité de traitement est

la capacité de traitement étant supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure			de 25 tonnes par heure.
<b>Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique</b> par lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m <sup>3</sup>	3260	A	Volume des cuves de traitement de surface : 1 160 m <sup>3</sup> .
<b>Substances et mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 tonnes	4511-1	A	Voir annexe confidentielle
<b>Revêtement métallique ou traitement de surface par voie chimique,</b> hors activités de dégraissage relevant des rubriques 2563 ou 2564, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres	2565-2a	A	Volume total des bains de traitement de surface : 1 160 m <sup>3</sup> .
<b>Galvanisation, par immersion dans métal fondu,</b> le volume des cuves étant supérieur à 1000 litres	2567-1a	A	Galvanisation dans un bain de zinc d'un volume de 117 m <sup>3</sup> .
<b>Application de vernis, mettant en œuvre des produits liquides, par procédé « au trempé »,</b> la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1000 litres	2940-1a	A	Bain de vernis ('passivation') d'un volume de 112 m <sup>3</sup> .
<b>Application et cuisson de peinture sous forme de poudres à base de résines organiques,</b> la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre dans l'installation étant supérieure à 200 kg/j	2940-3a	A	Application et cuisson de peinture à base de poudres, représentant un volume d'activité maximal de 350 kg/jour.
<b>Travail mécanique des métaux et alliage,</b> dont les installations ne sont pas visées aux rubriques 3230-a ou 3230-b, la puissance maximum installée de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1000 kW	2560-B1	E	Puissance installée totale : 13 546 kW.
<b>Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés alimentant des moteurs</b>	1414-3	DC	Présence d'une borne de distribution de GPL avec un débit de distribution de 4 m <sup>3</sup> /h
<b>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage,</b>	2575	D	Présence d'une grenailleuse et d'une émeriseuse automatique pour une

<b>décapage, grainage</b> , à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW			puissance installée de 54 kW
<b>Installation de combustion consommant, seul ou en mélange, du gaz naturel</b> , la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	2910-A2	DC	- 6 chaudières d'une puissance totale de 2,540 MW pour les ateliers (détail fourni à l'article 3.2.2.2) - radiants répartis dans les bâtiments : 8,11 MW (calculé par différence) - brûleurs atelier galva : 3,2MW - fours atelier peinture : 1,44 MW soit une puissance thermique totale de 15,29 MW.
<b>Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles dont la température d'utilisation est inférieure au point éclair du fluide</b> , la quantité totale de fluide présente dans l'installation (mesurée à 25°C) étant supérieure à 250 litres	2915-2	D	Utilisation de 2 000 litres de fluide caloporteur.
<b>Liquides comburants de catégorie 1, 2 ou 3 (emploi ou stockage)</b> , la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure à 50 tonnes	4441-2	D	Emploi ou stockage de peroxyde d'hydrogène : 2,24 tonnes.
<b>Acétylène (emploi ou stockage)</b> , la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	4719-2	D	Quantité d'acétylène : 315 kg.
<b>Oxygène (emploi ou stockage)</b> , la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure à 200 tonnes	4725-2	D	Quantité d'oxygène : 26 tonnes.



---

## TITRE 3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

---

Le titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BECP2018039-0001 du 08 février 2018 est modifié comme suit :

### CHAPITRE 3.1 Conception des installations

#### Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

**Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté.**

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction,
- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,

**A cet effet, les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.**

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées doit en être informée.

Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais ou exercices incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont préalablement identifiés en qualité et quantité.\*

#### Article 3.1.2. Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptiers, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

#### **Article 3.1.3. Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Les incidents ayant entraîné des rejets non conformes dans l'atmosphère, ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés, sont consignés dans un registre.

#### **Article 3.1.4. Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans des bassins de stockage ou de traitement, ou dans des canaux à ciel ouvert.

#### **Article 3.1.5. Voies de circulation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### **Article 3.1.6. Maintenance des dispositifs de traitement**

Tous les systèmes de traitement des rejets atmosphériques de l'établissement sont maintenus en bon état de fonctionnement. L'exploitant assure une maintenance adaptée aux équipements de traitement et pré-traitement des effluents atmosphériques.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport de ces émissions sont conçus et maintenus de manière à limiter les émissions de rejets diffus. Par conséquent, l'exploitant établit un programme de maintenance de ces systèmes de filtration adaptés aux rejets et aux émissions.

La fréquence de ces nettoyages et le changement des consommables sont fixés sous la responsabilité de l'exploitant et précisés dans les procédures internes. Les opérations d'entretien sont consignées dans un registre.

### **CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet**

#### **Article 3.2.1. Dispositions générales**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets dans l'atmosphère est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire au refroidissement des effluents en vue de leur traitement avant rejet.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets dans l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 (ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

## **Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées**

### **3.2.2.1. Conduits 'process'**

N° de conduit	Installations raccordées	localisation	Débit nominal* (Nm3/h)	hauteur	Dispositif de traitement
1	Chaîne de traitement de surface (bains de décapage, dégraissage, rinçage, dégalvanisation) + bain de fluxage	Bâtiment 3	60 000	15 m	laveur de gaz
2	Galvanisation (zingage)	Bâtiment 3	76 000	18,5 m	Dépoussiéreur (filtre 'Luhr')
3	Four de polymérisation et de séchage	Bâtiment 6	1 500	14 m	aucun
4	Grenailleuse	Bâtiment 6	15 000	5 m	cartouches filtrantes
6	Poste d'oxycoupage	Bâtiment 4	16 000	12 m	dépoussiéreur
16	Emériseuse automatique	Bâtiment 6	6 000	**	dépoussiéreur



17	Robot de soudure	Bâtiment 4	4 000	15 m	dépoussiéreur
18	Îlots robotisés PTC (prototype)	Bâtiment 2	1 820	10 m	dépoussiéreur

\* Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

\*\* L'exploitant dispose de 6 mois pour modifier la hauteur du conduit de cet équipement afin d'être conforme à l'article 6.2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997.

D'autres rejets (cabine d'application de peinture en poudre dont les rejets sont traités par un cyclone et un dépoussiéreur, poste de soudage) s'effectuent dans l'atelier et doivent satisfaire aux dispositions réglementaires en termes d'hygiène et de santé des travailleurs.

### 3.2.2.2. Conduits liés aux installations de combustion

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	localisation	Combustible	Hauteur de cheminée (m)
7	chaudière n°1	393 kW	Bâtiment 1	Gaz de ville	11
8	chaudière n°2	393 kW	Bâtiment 1		11
9	chaudière n°3	174 kW	Bâtiment 1		6
10	Chaudière restaurant	200 kW	Bâtiment 2		5
11	Chaudière bureaux	220 kW	Bâtiment 3		10
12	Chaudière pour les bains de traitement de surface	1160 kW	Bâtiment 3		13
13	Brûleurs du bain de galvanisation	3200 kW	Bâtiment 3		30
14	Fours de séchage	720 kW	Bâtiment 6		14
15	Fours de cuisson	720 kW	Bâtiment 6		14

Ce tableau ne comporte pas les pas les panneaux radiants et les tubes rayonnants situés dans les ateliers, non raccordés à une cheminée.

## Article 3.2.3. Conditions générales de rejet

### 3.2.3.1. Hauteur des cheminées

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des

émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur est au minimum de 10 mètres.

**Dans le cas des conduits n°7 à 12, la hauteur minimale du débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion dépasse d'au moins 3 mètres le point le plus haut de la toiture surmontant l'installation.**

**Les conduits n'étant pas conformes à cette disposition doivent faire l'objet des mises en conformité nécessaires à l'occasion de travaux touchant ces conduits.**

Par ailleurs, le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.

### **3.2.3.2. Vitesse d'éjection des gaz**

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h.

### **Article 3.2.4. Valeurs limites dans les rejets à l'atmosphère**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes, exprimées en concentration, et en flux de polluants rejetés, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en oxygène utilisée égale à la teneur réelle en oxygène des gaz non dilués par addition d'air non indispensable au procédé (20,9% en théorie), excepté pour les conduits n°7 à 12 où la teneur en oxygène de référence est de 3 %.

La durée moyenne d'une mesure ou d'un prélèvement instantané est d'au moins 30 minutes, dans des conditions représentatives du fonctionnement habituel des installations.

#### **➤ Conduit n°1 : chaîne de traitement de surface (sortie laveur de gaz)**

	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h
Acidité totale, exprimée en H	0,5	30
Acide fluorhydrique (HF), exprimé en F	2	120
Chrome total (Cr total)	1	60
Chrome hexavalent (CrVI)	0,1	6
Nickel (Ni)	5	300
Cyanures (CN)	1	60
Alcalins, exprimés en OH	10	600
Oxydes d'azote (NO <sub>x</sub> ), en équivalent NO <sub>2</sub>	200	12000
Oxydes de Soufre (SO <sub>2</sub> )	100	6000
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	30	1800

➤ **Conduit n°2 : galvanisation**

	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h
Poussières totales	5	380
Cd + Hg + Tl	0,1	7,6
As + Se + Te	1	76
Pb	1	76
Zn	2,5	190
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5	380

➤ **Conduits n°3, 13, 14 et 15 :**

	Conduit n° 3		Conduits n° 13, 14 et 15
	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes d'azote (NO <sub>x</sub> ), en équivalent NO <sub>2</sub>	50	75	50
Poussières totales	5	7,5	5
Monoxyde de Carbone (CO)	10	15	10

➤ **Conduit n°4 et 6 :**

	Conduit n° 4		Conduit n° 6	
	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h
Poussières totales	10	150	10	160
Composés Organiques Volatils (COVNM)	-	-	-	-

➤ **Conduit n°7 à 12 :**

	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières totales	10
SO <sub>2</sub>	35
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100
CO	50

**Rappel : teneur en O2 de référence = 3 %**

➤ **Conduit n°16 : émeriseuse automatique**

	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h
Poussières totales	30	180

➤ **Conduit n°17: îlot robotisé**

	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h
Poussières totales	10	40

➤ **Conduit n°18: îlots robotisés PTC (prototype)**

	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/h
Poussières totales	10	20

De plus, les chaudières d'une puissance nominale supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW doivent satisfaire aux dispositions des articles R.224-20 et suivants du code de l'environnement en matière de rendement énergétique et de contrôle périodique de l'efficacité énergétique des installations.

### CHAPITRE 3.3 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

L'article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BCEP2018039-0001 du 08/02/2018 est complété et modifié comme suit :

**L'exploitant assure la surveillance des rejets dans l'atmosphère, selon les conditions suivantes :**

Paramètres à analyser	Conduits :							
	n°1	n°2	n°3	n°4	n°6	n°16	n°17	n°18
Acidité totale, exprimée en H	1/an	-	-	-	-	-	-	
Alcalins, exprimés en OH	1/an	-	-	-	-			
Oxydes d'azote (NO <sub>x</sub> ), en équivalent NO <sub>2</sub>	-	-	1/an	-	-			
Poussières totales	-	1/an	1/an	1/an	1/an	1/an	1/an	1/an
Monoxyde de Carbone (CO)	-	-	1/an	-	-			
Composés Organiques Volatils	-	-	-	-	-			



(COVNM)								
---------	--	--	--	--	--	--	--	--

---

## TITRE 4 PRESCRIPTION COMPLÉMENTAIRE

---

### CHAPITRE 4.1 Garanties financières

L'article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BEC2018039-0001 du 08/02/2018 est abrogé par l'article 57 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 modifiant l'article R.516-1 du code de l'environnement.

### CHAPITRE 4.2 Mise en demeure

L'arrêté de mise en demeure PCICP2022301-0001 du 28 octobre 2022 est levé.

---

## TITRE 5 NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION

---

### CHAPITRE 5.1 Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société PETITJEAN nom d'usage AL-BABTAIN.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT ANDRÉ LES VERGERS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de SAINT ANDRÉ LES VERGERS, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la Préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### CHAPITRE 5.2 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de SAINT ANDRÉ LES VERGERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **06 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

#### Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.